

[POLITIQUE](#)[MIEUX PRODUIRE](#)[RECHERCHE ET INNOVATIONS](#)[FILIÈRES](#)[EN RÉGION](#)[BRÈVES](#)[CARRIÈRES](#)[AGENDA](#)

RECHERCHER  
UN ARTICLE OU UNE INFO

RECHERCHER

Simultanément dans 9 villes :  
Angers, Avignon, Beauvais, Bordeaux, Clermont-Ferrand,  
Lille, Paris, Reims et Toulouse !

INFORMATIONS ET INSCRIPTION : [www.colloque2019.com](http://www.colloque2019.com)

EN PARTENARIAT AVEC :



**IBMA**  
INTERNATIONAL BIOCONTROL  
MANUFACTURERS ASSOCIATION  
France

COLLOQUE  
BIOCONTROLE  
*L'ambition pour culture*

29 JANVIER 2019

© Terre-écoc

## PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX : UN PROJET POUR SE QUESTIONNER SUR LE JUSTE PRIX

### BRÈVES

Pour l'AGPB, l'AGPM, la CGB et la Fop, «





*La conjoncture est propice au partage d'expérience ! Le projet CPES-Interreg, porté en France et en Angleterre, illustre la volonté des acteurs de l'eau de mobiliser des outils innovants pour améliorer la qualité de cette ressource. Tout l'enjeu est de rémunérer à leur juste valeur les services rendus par les agriculteurs volontaires, afin de les inscrire dans la durée. Les CPES, pour « channel payments for ecosystem services », en français « Paiements pour services environnementaux Manche », constituent la solution retenue et mise à l'épreuve du terrain.*

22-10-2018



Anne Delette



Attention, votre abonnement arrive à expiration dans 13 jour(s), pour prolonger votre abonnement [cliquez ici](#)

100 000 euros pour 18 jours de baignade dans le Lac au Duc de Ploërmel ! Gérard Gruau, directeur de recherche au CNRS de Rennes, ne force pas le trait. Il partage juste, le 17 octobre dans les locaux d'Eau de Paris, avec une soixantaine d'acteurs engagés dans le programme franco-anglais CPES-Interreg, **le coût de la réparation quand une ressource naturelle est dégradée.** En l'occurrence, une pollution aux *cyanobactères* principalement liée au phosphore d'origine agricole, et une dépollution, ponctuelle, avec l'épandage de peroxyde d'hydrogène dans la zone de baignade.

Cette aire de loisir fait partie des **six sites pilotes du projet européen CPES-Interreg.**



© Terre-écoc

*L'heure est encore au diagnostic et à la concertation sur les six sites pilotes sélectionnés de part et d'autres de la Manche pour construire les dispositifs paiements pour services environnementaux (PSE) devant remplacer les mesures agro-environnementales.*

[l'écologie punitive, cela suffit ! »](#)

[Lancement des trophées de l'excellence bio](#)

[Greenpeace s'excuse après la publication de sa carte des « fermes-usines »](#)

[De l'ester de colza dans les chaudières dès 2019 ?](#)

[Les autres brèves du 11 décembre 2018](#)

[+ DE BRÈVES](#)

## CARRIÈRES

[Sophie Delaporte, secrétaire générale du ministère de l'Agriculture et de l'alimentation](#)

[Rachel Kolbe, directrice RSE d'InVivo](#)

[Luca Bonini, président de l'Ebic](#)

Dans ce cas, la facture à régler permet d'interpeller les usagers sur la contribution qu'ils sont prêts à consentir. Les 382 agriculteurs concernés sont aussi invités à se prononcer sur l'accompagnement financier nécessaire au changement de leurs pratiques. Les **mesures agro-environnementales** (MAE), proposées depuis 1991, ont montré leur limite, comme dans de nombreux bassins versants.

## L'option PSE à grande échelle

---

Et c'est là tout l'enjeu de l'expérimentation Interreg : comment construire, en 45 mois, des outils efficaces, agiles, transposables à grande échelle et pérennes pour améliorer la qualité de l'eau ? Initié voici tout juste un an, ce projet a pour originalité d'**impliquer les acteurs de l'eau, de part et d'autre de la Manche**, sous la houlette de quatorze organisations(1). Les démarches volontaires mobilisées dans le cadre des **paiements pour services environnementaux (PSE)** fondés sur la contractualisation entre acteurs publics et privés, donnent le cadre. Un modèle adopté bien avant que le plan biodiversité de Nicolas Hulot, validé par le comité interministériel biodiversité du 4 juillet 2018, ne les identifie comme un levier-clé pour les Agences de l'eau. Des PSE ont déjà montré par le passé leur viabilité au niveau local pour **réduire les pollutions diffuses agricoles**. Ici, l'idée est de changer d'échelle.

## Durabilité financière et innovation sociale

---

Car, dans cette expérimentation, une large place est laissée à la dimension économique, via la comparaison entre des modèles agricoles avec et sans PSE. La **co-construction entre les agriculteurs et l'ensemble des bénéficiaires de l'eau** se révèle essentielle. À la fois pour obtenir le niveau de consentement du prix à payer par les usagers et pour mobiliser le monde agricole. « **On ne travaille plus en silo**, les PSE sont un petit laboratoire de science et de sociologie, explique Guillaume Pajot, du Centre de recherche et d'études scientifiques sur l'eau de Bretagne. Ils ouvrent plusieurs dimensions : l'eau, le sol, la biodiversité. »

L'objectif est d'inscrire les nouveaux modèles de culture et d'élevage dans la durée, sans retour en arrière possible, « **de proposer une rémunération incitative des mesures et qui soit à la hauteur des objectifs !** », insiste Sara Hernandez, consultante chargée de construire le cadre réglementaire de la mise en place des PSE et pilotant les trois études de cas en France (2).



## Partage de la boîte à outils des PSE

À l'issue de l'expérimentation, ces PSE devront être reproductibles, dotés de mécanismes de suivi afin d'évaluer leur efficacité. La boîte à outils des ressources mobilisées, le cadre des PSE ainsi que les résultats seront **consultables sur la plateforme [cpes.interreg.eu](https://cpes.interreg.eu) à partir de 2020** pour une diffusion à grande échelle, dans une diversité de situations. Ces PSE devront aussi être en phase avec les politiques environnementales et agricoles. D'ores et déjà, celui conçu avec Eau de Paris, l'agence de l'eau Seine-Normandie et en partenariat avec le ministère de l'Agriculture sur la zone « des sources de la Vigne », en Normandie-Centre, sera le premier en France notifié à la Commission européenne pour une entrée en vigueur en 2020.

*Sara Hernandez, consultante chargée de construire le cadre politique de la mise en place des paiements pour services environnementaux du projet Interreg.*

*(1) Le programme CPES-Interreg est doté d'un financement de 4 M€ dont 2,8 millions d'euros (M€) sur fonds européens. Présidé par Dave Cooper, de l'Université de Chichester, il mobilise le syndicat Eau de Paris, le syndicat mixte du grand bassin de l'Oust, le syndicat d'eau du plateau de*

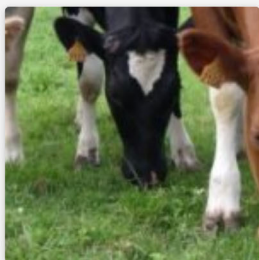
*Roumois et du Plateau de Neubourg, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, le CNRS, l'Inra et l'université de Rennes, l'Université de Chichester, Southern water, Portsmouth water, South Downs National Park Authority, West Country Trust, Sara Hernandez Consulting, Environnement Agency.*

*(2) Bassin d'alimentation et de captage de Tremblay-Omonville, Sources de la Vigne, Lac au Duc et bassin versant de l'Yvel*

## A lire également...



« Solliciter les acteurs agricoles pour multiplier les propositions d'actions CEPP », Christian Huyghe, Commission d'évaluation des fiches action CEPP



Via Lacta, un lait sans OGM, avec des garanties de bien-être animal, de pâturage... et de prix



Pesticides : une expérimentation sur le conseil indépendant est prévue



Rhône-Méditerranée-Corse : 8,9 M€ pour la dépollution agricole sur le deuxième trimestre 2018



ACCUEIL



EMPLOI



S'ABONNER



BIOPROTECTION



BIOSTIMULANT



OAD



RÉGLEMENTATION



VIDÉO



AGENDA



CONTACT

MENTIONS LÉGALES

